



NOVEMBRE 2025

**PWSinfo****Honduras**

Peace Watch Switzerland / Seminarstrasse 28 / CP 8042 Zurich / Tél : 044 272 27 88 / info@peacewatch.ch / www.peacewatch.ch/fr



La délégation d'OFRANEH, l'Organisation des communautés afro-indigènes du Honduras, attire l'attention de l'ONU à Genève sur les cas non résolus d'enlèvements violents de Garifunas : Karen Llizel Martínez Álvarez (sœur d'une personne enlevée), Caleb Navarro (avocat d'OFRANEH), Miriam Miranda (coordinatrice), Melissa Martínez, Joezeline Martínez et Rony Castillo (de gauche à droite). Photo : PWS, septembre 2025

## Les Garifunas au Honduras luttent pour leur identité, leurs terres et la justice

**Les Garifunas, un peuple de la côte caraïbe du Honduras d'origine afro-indigène, vivent en lien étroit avec la terre et la mer. Or, leurs ressources sont gravement menacées par des expulsions, une incrimination systématique dans les conflits territoriaux, une violence structurelle et le non-respect de décisions judiciaires internationales. Ils luttent pour la justice, l'autodétermination et la protection de leur communauté.**

Entretien et texte : Seraina Caviezal, coordinatrice du projet Honduras, PWS

« *Aura Buni Amuru Nuni* – toi pour moi, moi pour toi », déclare Miriam Miranda, coordinatrice de l'Organización Fraterna Negra Hondureña (OFRANEH)<sup>1</sup>. « Nous survivons ainsi, malgré les expulsions, la violence et les atteintes à nos droits de plus en plus violentes et constantes ». OFRANEH, fondée en 1979, représente actuellement 48 communautés garifunas dans le Nord du Honduras. Nous nous rencontrons au siège de l'ONU à Genève. Miriam, Karen, Joezeline, Melissa, Rony et Caleb, leur avocat, participent à la réunion du groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires (*Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances*) pour attirer l'attention internationale sur les cas non résolus d'enlèvements de Garifunas.

### Deux expropriations : une lutte est lancée contre le vol des terres et l'impunité

Le peuple garifuna possède une culture riche, une langue distincte et des traditions spirituelles profondément ancrées. En 1797, une

première expropriation survient. Les Garifunas sont violemment déportés par des esclavagistes anglais de leur territoire Yurumein, l'île de Saint-Vincent, sur l'île de Roatán, sur la côte caraïbe du Honduras et se réparent ensuite au Nicaragua, Guatemala, Belize et aux États-Unis<sup>2</sup>. Aujourd'hui, beaucoup de Garifunas vivent dans de petites communautés sur la côte nord du Honduras, où ils dépendent de la terre, de la mer et des ressources naturelles. La pêche, l'exploitation des côtes et les droits fonciers collectifs constituent la base de leur existence économique et le cœur de leur identité culturelle et spirituelle.

Or, ces ressources sont fortement menacées actuellement par des projets touristiques, des plantations de palmiers à huile et des zones économiques spéciales (ZEDE), c'est-à-dire des villes privées dans lesquelles des entreprises dictent leurs règles. Pourtant, les Garifunas possèdent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle des titres de propriété inaliénables qui confirment leur droit contractuel sur leurs territoires. Des normes internationales, comme la convention n° 169 de l'OIT, obligent l'État à consulter les peuples indigènes et à protéger leurs territoires. La Cour interaméricaine des droits de l'Homme a confirmé les droits fonciers collectifs des Garifunas dans les cas de *Triunfo*

**Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet ([peacewatch.ch](http://peacewatch.ch)) ou sur nos blogs, sur le Honduras ([peacewatch.blog](http://peacewatch.blog)) ou sur EAPPI ([eappiswitzerland.wordpress.com](http://eappiswitzerland.wordpress.com)).**



PWS était présente lors d'une audience de plusieurs jours à Trujillo, où des membres de la communauté garifuna étaient incriminés et accusés en raison d'un conflit territorial. La communauté a obtenu une victoire judiciaire significative : le tribunal a confirmé son droit au territoire controversé et a acquitté les accusés. Mais juste après le jugement, de nouvelles attaques violentes par des groupes armés ont eu lieu. Photo : PWS, août 2025

de la Cruz, Punta Piedra et San Juan (en 2015 et 2023) et a condamné le Honduras à des mesures de protection et de réparation<sup>3</sup>. Or, le gouvernement n'a montré jusqu'ici ni volonté politique ni résultat. Ainsi, une incertitude demeure quant aux titres de propriété, tandis que les entreprises, les investisseur-euse-x-s, le crime organisé et les acteur-rice-x-s étatiques travaillent souvent main dans la main. « Notre lutte contre cette seconde expropriation est en phase décisive », explique Miriam. Sous sa direction, l'OFRANEH exige la restitution et la protection de la propriété foncière collective, la reconnaissance de leur culture et de leur identité et la fin de l'incrimination et de l'appropriation illégale de terres par des entreprises privées.

#### Disparitions : les personnes qui défendent les terres sont victimes de violence

Le 18 juillet 2020, en pleine pandémie de Covid-19, alors que le confinement strict au Honduras n'autorisait que la police et les militaires à se déplacer librement, des hommes armés en uniformes de police ont pénétré dans des maisons de la commune de Triunfo de la Cruz et emmené quatre jeunes militants garifunas : Sneider Centeno, Suami Mejía, Milton Martínez et Gerardo Róchez<sup>4</sup>. En avril 2025, Max Gil Castillo, un défenseur des droits fonciers, a lui aussi été enlevé. Jusqu'à ce jour, aucune trace d'eux n'a pu être trouvée. « Nous devons nous rappeler cette douleur pour pouvoir continuer à nous battre », déclare Miriam dans son discours poignant adressé

au groupe de travail de l'ONU<sup>5</sup>. Le rapport de ce dernier confirme que, dans le monde entier, les disparitions touchent surtout les personnes qui défendent les terres, la nature et les ressources. Les communautés indigènes et afro-descendantes sont particulièrement touchées<sup>6</sup>. Les tentatives de recherches initiées par OFRANEH, comme le comité SUNLA (Assez !), ont été incriminées par l'État au lieu d'être soutenues.

#### Ensemble pour la justice

Les Garifunas puisent leur force et leur cohésion dans leurs traditions : les femmes sont au cœur de la résistance de ce peuple matrilineaire, dirigeant des organisations et veillant sur leur culture et leur spiritualité. La communauté répond aux crises par la musique des percussions et les danses. Melissa évoque la *Casa de Salud Ancestral*, un centre de santé d'importance culturelle et politique, dans lequel les savoirs ancestraux sont ravivés. Cette culture vivante est aussi une réponse aux tentatives en cours visant à détruire ses structures sociales, ses visions et sa spiritualité par la division et la violence. L'énergie vitale des membres de la délégation est clairement perceptible, malgré les menaces de mort et la supériorité de leurs opposant-e-x-s.

PWS accompagne OFRANEH depuis 2023. En août 2025, des observateur-rice-x-s des droits humains de PWS étaient sur place lorsqu'OFRANEH a remporté une victoire modeste, mais significative. Lors d'une procédure de plusieurs jours, le tribunal a reconnu comme légitime le territoire collectif d'une commune garifuna et a acquitté les cinq membres de la communauté accusés. Les Garifunas ont souligné à cette occasion l'importance de l'observation internationale pour la protection et la transparence.

Cette victoire a été immédiatement suivie de nouvelles attaques violentes par des groupes armés. Le conflit structurel portant sur les terres, l'identité et l'autodétermination n'est pas résolu : « Beaucoup de ces conflits surviennent à cause du mode de vie des pays du Nord, de la consommation et de la demande en ressources. Le monde a aujourd'hui plus que jamais besoin d'humanité et de solidarité », déclare Miriam. PWS continuera à soutenir OFRANEH.

**Le 30 novembre 2025, des élections auront lieu au Honduras. Le scrutin se déroulera dans un contexte politique fortement polarisé, avec des accusations de violence et d'irrégularités. On craint que le parti perdant ne reconnaîse pas le résultat, ce qui pourrait entraîner des manifestations et de l'instabilité. PWS observe le respect des droits civils et politiques pendant la période électorale.**

**Les droits humains ont besoin de force - et cette force vient de vous !  
Soutenez PWS avec votre don. Merci !**



**PC 87-356427-6  
IBAN CH12 0900 0000 8735 6427 6**



<sup>1</sup> <https://www.facebook.com/ofraneh.garifuna>

<sup>2</sup> <https://www.garifunonation.org/history/>

<sup>3</sup> <https://contracorriente.red/2024/07/18/la-diversidad-garifuna-a-la-caza-de-su-tierra-prometida/>

<sup>4</sup> <https://www.frontlinedefenders.org/en/organization/ofraneh>

<sup>5</sup> <https://www.facebook.com/ofraneh.garifuna/videos/1303986504521391>

<sup>6</sup> <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g25/144/92/pdf/g2514492.pdf>